



UNSa Justice

secretariat.federation@ufap.fr

L'UFAP UNSa Justice reçue à la Chancellerie !

Pantin, le 25 avril 2025

À la suite des nombreuses et inacceptables attaques perpétrées contre les structures et personnels pénitentiaires ainsi que leurs familles, le premier ministre accompagné du garde des Sceaux et du ministre de l'Intérieur se sont déplacés avant-hier au centre pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier. Les agents attendaient de cette visite des annonces concrètes et fortes en matière de sécurité... En vain !

Monsieur Gérard DARMANIN
Garde des Sceaux, ministre de la Justice
13 Place Vendôme
75042 PARIS Cedex 01

Pantin, le 23 avril 2025

REF. : EC/26/23042025

OBJET : Demande d'audience d'urgence à la suite des attaques perpétrées à l'encontre des établissements et personnels pénitentiaires

Monsieur le Garde des Sceaux,

À la suite des actes lâches et odieux perpétrés contre les personnels pénitentiaires et leurs familles tant sur leurs lieux de travail, qu'à leurs domiciles, l'UFAP UNSa Justice sollicite une rencontre dans les plus brefs délais pour échanger sur cette situation inédite des plus alarmantes.

Depuis maintenant 10 jours, les personnels et l'institution sont la cible d'individus qui semblent refuser que le système carcéral français évolue... Sans doute pour continuer de gérer « leur business » depuis l'intérieur des prisons. La création d'établissement spécialisés a été revendiquée par notre Organisation Syndicale pour sortir de l'immobilisme carcéral qui conduit aujourd'hui à un échec.

Nous faisons face à une frange de la société qui n'a que faire des règles en vigueur et bafoue l'autorité de l'Etat sans rien craindre en retour. Il est donc plus que temps de changer de braquet et de tout mettre en œuvre afin d'assurer la sécurité des personnels pénitentiaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, tant sur leur lieu de travail que dans leur vie privée. L'autorité de l'Etat ne se négocie pas, elle s'impose !

Cette rencontre nous permettrait d'évoquer avec vous les options envisageables dans les plus brefs délais et les priorités qui s'imposent en termes de sécurité des personnels, des emprises foncières périmétriques des structures et des établissements mais aussi des détentions.

Voici en quelques lignes les principales mesures que nous souhaiterions discuter avec vous :

- **La mise en place d'un plan Vigipirate immédiatement au niveau « sécurité renforcée »** ciblant le domaine particulier d'activité de l'administration pénitentiaire sur l'ensemble du territoire, avec le renfort de l'armée si cela s'avérait nécessaire.
- **Un plan ambitieux de sécurisation de l'ensemble des domaines, des structures pénitentiaires et de l'ENAP.** Ce plan ne devra pas se limiter à la pose de grillages mais bel et bien ceinturer nos établissements par des dispositifs anti-intrusions efficaces (enrochement, concertina, brise-vue métallique, ...) ainsi qu'un système de vidéosurveillance efficient. En effet, le plan actuel de sécurisation des domaines pénitentiaires, au-delà des carences dans sa mise en œuvre, est aujourd'hui dépassé et ne répond pas à la réalité du quotidien des agents, à l'urgence et à la gravité de la situation.

UNION FEDERALE AUTONOME PENITENTIAIRE (UNSa Justice) - 14 rue de Scandicci, Tour Essor - 93500 PANTIN - Tél. : 01 84 87 01 10 - Courriel : secretariat.federation@ufap.fr - Site internet : www.ufap.fr

UNION FEDERALE AUTONOME PENITENTIAIRE (UNSa Justice) - 14 rue de Scandicci, Tour Essor - 93500 PANTIN - Tél. : 01 84 87 01 10 - Courriel : secretariat.federation@ufap.fr - Site internet : www.ufap.fr

UNION FEDERALE AUTONOME PENITENTIAIRE (UNSa Justice) - 14 rue de Scandicci, Tour Essor - 93500 PANTIN - Tél. : 01 84 87 01 10 - Courriel : secretariat.federation@ufap.fr - Site internet : www.ufap.fr

L'UFAP UNSa Justice a donc immédiatement saisi le garde des Sceaux sollicitant une audience afin d'engager concrètement des discussions sur la base de nos revendications pour répondre à l'urgence de la situation, aux attentes légitimes des personnels, de leurs familles ainsi qu'aux besoins d'avancer sur la sécurisation des structures pénitentiaires.

Depuis cette visite en Isère du gouvernement et notre saisine, des échanges ont lieu avec le garde des Sceaux, son cabinet et le DAP. Il a été convenu de se rencontrer à la chancellerie la semaine prochaine, le vendredi 2 mai 2025.

Pour l'UFAP UNSa Justice, il est temps de passer des paroles aux actes. Chaque attaque contre un personnel pénitentiaire ou ses proches est une attaque contre tous les pénitentiaires.

Nous exigeons une réponse à la hauteur de la gravité de la situation !

L'UFAP UNSa Justice, la voix des personnels pénitentiaires !

Le secrétaire général
Emmanuel CHAMBAUD

